



## Développement durable et territoires

Économie, géographie, politique, droit, sociologie

Vol. 1, n° 2 | 2010

Paysage et développement durable

---

# Le paysage en politique

Anne Sgard, Marie-José Fortin et Véronique Peyrache-Gadeau

---



### Éditeur

Réseau « Développement durable et territoires fragiles »

### Édition électronique

URL : [http://](http://developpementdurable.revues.org/8522)

[developpementdurable.revues.org/8522](http://developpementdurable.revues.org/8522)

DOI : [10.4000/developpementdurable.8522](https://doi.org/10.4000/developpementdurable.8522)

ISSN : 1772-9971

### Référence électronique

Anne Sgard, Marie-José Fortin et Véronique Peyrache-Gadeau, « Le paysage en politique », *Développement durable et territoires* [En ligne], Vol. 1, n° 2 | Septembre 2010, mis en ligne le 23 septembre 2010, consulté le 01 octobre 2016. URL : <http://developpementdurable.revues.org/8522> ; DOI : [10.4000/developpementdurable.8522](https://doi.org/10.4000/developpementdurable.8522)

---

Ce document a été généré automatiquement le 1 octobre 2016.



*Développement Durable et Territoires* est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International.

---

# *Le paysage en politique*

Anne Sgard, Marie-José Fortin et Véronique Peyrache-Gadeau

---

<sup>1</sup> La question du paysage se trouve aujourd'hui à un tournant. Après vingt ans marqués par l'annonce de la crise du paysage et la menace de sa disparition, puis par la mise en place d'outils légaux et réglementaires d'intervention, suivie de leur difficile et inégale mobilisation par les acteurs locaux, nous nous trouvons face à un contexte qui conjugue forte demande sociale et mise à l'épreuve des politiques publiques. On observe en effet une demande multiforme, plurielle mais insistante tant en Europe qu'en Amérique du Nord, qui pointe la qualité esthétique et environnementale du cadre de vie comme un élément essentiel, aujourd'hui, de l'« habiter ». Cette demande de qualité se manifeste explicitement lors de grandes controverses, par exemple autour de l'installation d'éoliennes, objet récurrent de conflit aujourd'hui, mais aussi plus discrètement aux travers des pratiques, des sollicitations locales, des débats ponctuels. En regard, des politiques paysagères sont formalisées, des projets, plans, chartes paysagères se multiplient, des projets de territoire intègrent de plus en plus une dimension paysagère. Dans ce cadre les termes de paysage et de développement, qu'il soit territorial ou durable, se trouvent fréquemment rapprochés : mariage forcé, alliance opportuniste, ou union fructueuse ?

<sup>2</sup> C'est le constat qui est à l'origine de ce dossier, issu principalement d'une session du colloque de l'ASRDLF de 2008, intitulée « Du territoire au paysage : quelles contributions originales pour comprendre et agir sur les dynamiques de développement ? »<sup>1</sup>. Plusieurs des auteurs de ce dossier, français et québécois ont confronté à cette occasion leurs expériences et réflexions autour de ces trois mots clés : paysage, territoire et développement. L'intérêt d'une approche comparative est apparu d'emblée et a initié le projet de ce dossier, qui s'est depuis élargi à d'autres auteurs, partageant des questionnements similaires.

<sup>3</sup> En France, la « Loi paysage » de 1993 a donné une impulsion décisive qui a fait entrer cet objet incongru dans le cadre légal, rendant obligatoire pour toute procédure d'urbanisme et d'aménagement, la préoccupation pour le paysage du quotidien, dit « ordinaire ». À l'échelle européenne, l'expérience française a largement inspiré la Convention européenne du Paysage de 2002, qui reprend cette conception innovante du paysage : un paysage évolutif, quotidien, banal ; alors que les traditions nationales ont généralement privilégié l'intervention sur les paysages remarquables, emblématiques des identités nationales. La Convention prône la mise en oeuvre de

politiques explicitement dévolues au paysage, autour d'actions de protection, de gestion et d'aménagement ; elle appelle à l'intégration du paysage dans les politiques existantes d'aménagement du territoire et à la participation de la société civile à l'ensemble de ces projets. La comparaison outre Atlantique que propose aussi ce dossier permet d'intégrer le cas du Québec où de tels outils n'existent pas encore et où les politiques publiques ont longtemps paru largement en retrait par rapport au cas européen, mais où la question paysagère n'est pas pour autant absente des débats publics.

4 Les contextes légaux sont différents, ainsi que les conceptions du développement qu'ils soutiennent, néanmoins, le cadre très global du développement durable permet de dessiner une base commune pour mener à bien les diverses approches des auteurs réunis dans ce dossier. Par l'intégration étroite des problématiques environnementale, économique et sociale qu'il est supposé impliquer, le développement durable trouve dans la thématique paysagère un champ privilégié, la chose est entendue. Depuis la fin des années 1990, l'injonction paysagère est venue se mouler dans l'armature du développement durable et aujourd'hui les deux semblent se répondre et se renforcer l'un l'autre ; dans le champ des politiques publiques de développement, la référence explicite tant à la durabilité qu'au respect du paysage est devenue un principe normatif.

5 Le fil conducteur des textes réunis ici est justement d'en discuter les cadres et présupposés, d'en interroger la pertinence, les outils de mise en oeuvre, et cela en s'intéressant plus particulièrement aux rôles attribués aux populations, aux usagers du paysage et aux démarches participatives.

## Trois idées liminaires sur le paysage et le développement

6 Pour introduire ce dossier, il nous paraît utile de revenir sur ce rapprochement du paysage et du développement. Trois réflexions, très simples *a priori*, sont importantes à mettre en exergue avant de dessiner les grandes lignes de notre proposition.

7 Tout d'abord insistons sur l'idée que, au-delà de cette conviction largement répandue que le paysage participe aujourd'hui des politiques de développement, on ne peut pas parler pour autant de « développement du paysage ». Les politiques de développement, qu'il soit qualifié de local, territorial ou durable, visent généralement à favoriser la vitalité économique et, simultanément, l'amélioration du bien être des populations, tout en maintenant les conditions (écologiques, sociales) qui les permettent. C'est souvent par ce biais que le paysage est éventuellement invoqué. Ainsi, dans les territoires qui sont étudiés dans ce dossier, l'objectif des initiatives et politiques affichant une visée de développement est le maintien des populations, la création d'activités et d'emplois, la relance d'une production agricole... Dès lors, les démarches qui relèvent d'une intervention ponctuelle sur des composantes matérielles du paysage (lutter contre l'avancée de la forêt, masquer un point noir, aménager une entrée de ville, requalifier un site industriel abandonné, etc....) peuvent difficilement être considérées comme des politiques de développement à part entière. Notre questionnement ne porte donc pas sur les logiques et modalités de politiques de développement ayant le paysage pour objet mais sur le statut du paysage dès lors qu'il est explicitement mobilisé de manière transversale, englobante, comme un cadre, un support, un outil pour une politique de développement.

8 Deuxième idée : mettre en avant le paysage pose la question du rôle des acteurs publics. Il est rare de voir un acteur privé mobiliser le paysage comme objet même de son projet ; le paysage

n'est pas un bien marchand, même s'il entre pour une part difficilement mesurable dans la valeur de certains biens (comme les biens immobiliers par exemple). Il relève d'avantage de la notion de bien public, échappant à l'appropriation privée exclusive. Ce n'est donc pas une ressource ordinaire que l'on peut aisément intégrer sur le marché, chercher à échanger et à reproduire : on peut vendre sa représentation, pas le regard. En revanche, le paysage est abondamment exploité comme argument de promotion, de marketing, voire de justification *a posteriori* d'un projet qui poursuit un objectif autre.

<sup>9</sup> Les politiques paysagères relèvent donc de l'action publique, directement lorsque les cadres légaux le permettent, ou indirectement par le biais de règles ou de préconisations quant à des normes environnementales, architecturales, voire esthétiques. L'action publique tire sa légitimité de ce statut original de bien public ou plus exactement de bien tutélaire dont elle doit garantir à la fois la pérennité et l'accès pour tous. Les différentes formes d'action sur le paysage ou par le paysage posent donc la question de la maîtrise du devenir des territoires par les acteurs publics. Celle-ci est soumise, on l'a dit, à un éventail d'outils disponibles selon les contextes, mais aussi – surtout ? – à la capacité de maîtrise que les acteurs (élus, administrations, techniciens, conseillers...) se reconnaissent ou se donnent et à la volonté qu'ils manifestent de s'en saisir et d'en assumer l'application. Quelle peut être la contribution de l'argument paysager d'une part et d'autre part des outils et procédures explicitement référés à l'action sur le paysage (règles d'urbanisme, procédures de protection, démarches de requalification, charte, évaluation environnementale...) à un projet de développement ?

<sup>10</sup> Enfin, troisième idée sous-jacente à ce dossier, rappelons que le paysage est toujours du lieu. On a maintes fois souligné les liens entre paysage et pays ; nous utiliserons plutôt, nous l'avons dit, la notion de territoire dans notre problématique. L'échelle d'interaction de la préoccupation paysagère avec le projet de développement est celle du quotidien, de la proximité, de l'interconnaissance et de l'espace de pratiques. C'est donc à cette échelle que nous situons notre questionnement : l'échelle d'application des politiques territoriales ou de la territorialisation des politiques nationales. On bute là sur la difficulté récurrente à questionner le paysage du point de vue du projet, c'est-à-dire de ce qui n'est pas encore, de ce qui pourrait être, du possible et du souhaitable...

## Le développement malgré, pour, ou grâce au paysage ?

<sup>11</sup> Ces trois idées posées, revenons à notre questionnement : quels sont les liens entre paysage et développement, conçu comme territorial et durable ? Quelle peut être la contribution du paysage à un projet de développement ?

<sup>12</sup> Le développement est porteur de changement. Il implique une dynamique qui va influencer la trajectoire du territoire en mobilisant des ressources, qu'elles soient matérielles ou immatérielles. Dans sa dimension participative, il suppose la capacité de l'habitant à se projeter dans un territoire autre, souhaité, ou à venir, mais cela tout en maintenant une continuité et des repères avec l'existant. Quel est alors le rôle du paysage dans le débat local ? Le paysage est volontiers conçu dans le registre de la stabilité, de la permanence, voire de l'immobilisme. Sera-t-il alors mobilisé au nom de la protection et de la préservation ? Ou encore sera-t-il vécu comme un facteur d'inertie, comme un obstacle ou un frein et un rempart au changement ? Ce sera alors le paysage legs, le paysage patrimoine. Ou sera-t-il au contraire saisi comme un cadre propice pour réfléchir aux évolutions attendues, ou perçu comme un appui à l'évaluation du changement et pour formuler des stratégies de maîtrise du changement ?

<sup>13</sup> Ces deux postures sont fréquemment observées dans les dynamiques territoriales et renvoient *grosso modo* à deux logiques d'intervention dominantes. Bien souvent le paysage apparaît en négatif : le développement doit se faire *malgré* le paysage, doit tenir compte de, respecter, permettre la conservation de... Le paysage est envisagé *a priori* comme la victime probable du processus de développement dont il faudra limiter les impacts. La logique d'intervention passe alors par des préconisations, des cahiers de charges, des contraintes qui cherchent à rendre acceptables les impacts sur le paysage. A *minima* les signes visibles du développement doivent trouver place dans les angles morts du paysage, ou être camouflés : ce sont les zones d'activités entourées d'arbres, les autoroutes « intégrées au paysage ». Ou alors le développement doit s'extraire du paysage et prendre place dans des espaces dont on présuppose l'absence de qualité paysagère : les banlieues dégradées, les entrées de ville, les plates-formes industrielles... Pour le protéger ailleurs, et pour d'autres. Ou encore, on négocie la dégradation assumée du paysage par des compensations en termes d'emplois ou de revenus. Dans ces divers cas, le paysage est considéré comme une forme inerte, un donné par rapport auquel les politiques de développement doivent se positionner et mesurer leurs impacts.

<sup>14</sup> Fréquente aussi, notamment dans les régions touristiques, est l'idée que le paysage est facteur de développement : c'est le paysage ressource, dont on cherche à identifier les aménités et les externalités positives, pour les réinsérer dans le processus et pour les « mettre en valeur ». Le paysage peut être un facteur d'attraction pour la région, un argument de vente d'un bien immobilier, un élément de marketing commercial ou territorial. Les méthodes hédonistes ont largement exploré cette piste, dans le but d'intégrer au calcul économique ce bien non marchand. Le paysage est ici conçu comme lieu et décor du développement, sachant que bien souvent c'est sa seule représentation iconographique que l'on vend sur les brochures, affiches, emballages et sites promotionnels divers. Le développement intègre le paysage de manière positive comme un apport difficile à quantifier, voire un levier, mais qui est supposé participer au processus. Là encore le paysage, ou l'image que l'on vend, est un donné, tantôt figé, patrimonialisé, quand il s'agit de valoriser un héritage, tantôt susceptible de transformations quand le paysage est considéré comme perfectible dans la logique poursuivie. Peut-on dire pour autant que le développement se fait *pour* le paysage ? L'objectif visé est ailleurs : création d'emplois, renforcement d'une activité, promotion d'une production agricole, espoir de revenu foncier... Le développement se fait ici *grâce* au paysage, ou à un paysage optimal.

<sup>15</sup> Qu'elles se fassent malgré ou grâce au paysage, qu'elles jouent sur une logique de patrimonialisation ou de valorisation, ces démarches de développement font intervenir la thématique du paysage dans une recherche d'« acceptabilité sociale ». L'injonction à la durabilité dans les projets qui convoquent le paysage peut précisément être interprétée comme une volonté de trouver des compromis entre les pôles mis en tension : entre racines et devenir, entre recherche d'ancrage et besoin d'anticipation. Exploration de l'entre-deux.

## Paysage et développement durable : éléments pour une proposition

<sup>16</sup> C'est à partir de ces trois idées et de ce constat que nous construisons notre proposition : le paysage objet de l'action publique, intégré dans une visée de changement et de durabilité des territoires et des sociétés qui l'habitent.

<sup>17</sup> Les postures précédemment évoquées ont en commun de renvoyer à la matérialité du paysage et en cela elles supposent la dichotomie objet/sujet et la réification du paysage : le paysage est un

objet à figer, à protéger, à exploiter, directement ou à travers la valorisation de ses représentations iconiques. Même si ces logiques d'intervention reconnaissent souvent la dimension symbolique des paysages, porteuse d'attachement, d'appropriation, voire d'identité, elles s'appuient sur le postulat que le paysage est maîtrisable.

18 Or, on se retrouve confronté à l'aporie du paysage : le paysage, commeregard, est insaisissable. Comment alors figer la matérialité sensible d'un territoire pour l'intégrer à un processus de développement ? Comment objectiver la diversité des regards pour guider l'appréhension du territoire ? Cela nous impose de revenir sur la conception même du paysage qui sous-tend cette démarche. Cela implique également un regard sur les outils d'analyse qui ont été conçus selon les périodes pour prendre en compte le paysage dans la planification du développement.

19 Notre proposition veut aller au-delà de cette dichotomie et focaliser l'attention non sur la matérialité insaisissable, ni sur la multitude fuyante des regards, mais sur la relation qui construit le paysage, sur la médiance pour reprendre l'expression d'Augustin Berque, « *entre le physique et le phénoménal, entre l'écologique et le symbolique, le factuel et le sensible* » (Berque, 1995, p.36), mais en s'attachant à la dimension collective de cette relation au territoire pour la réinsérer dans une problématique de développement.

20 Les textes de ce dossier explorent, chacun à leur manière, cette relation très particulière qui se tisse entre un collectif et un territoire à propos du paysage, quand la mise en mots du paysage permet à la fois la qualification du territoire existant et de son devenir et l'expression de ce collectif. Ils se reconnaissent dans cette idée que le paysage est à la fois miroir et matrice : miroir parce que construit par un collectif qui se projette dans une lecture plurielle mais partagée de son cadre de vie – quoique pas forcément unanime –, et matrice parce que cette lecture guide ensuite les pratiques et l'aménagement.

21 Cette proposition s'appuie donc sur une conception du paysage comme construction sociale géographiquement et historiquement située, comme une construction évolutive, incessamment remise sur le métier malgré les apparences d'immobilisme: les composantes se transforment, le regard n'est jamais identique, les codes et les valeurs sont partout et toujours réactualisés. Le paysage est le regard, individuel, inscrit dans l'instant de l'expérience et il est dans le même temps indissociable des collectifs qui construisent dans le temps long les grilles de lecture de ces paysages. Ce regard porte sur la matérialité sensible d'un territoire au sein de laquelle il puise, trie, garde et oublie, rejette ou valorise des composantes : il ne s'agit donc pas d'occulter le territoire vu mais, plutôt, de tenter d'approcher cette manière de voir et de faire voir dans le cadre d'une démarche collective.

22 Cette position constructiviste tend à fragiliser le paysage en lui enlevant cette évidence du territoire offert à la vue. En revanche, elle consolide le paysage comme produit du discours et comme entrée privilégiée sur le territoire. Dès lors que le paysage est mis en débat, notamment dans le cadre de controverses mais pas uniquement, il est non seulement mis en mots, mais débattu quant à son statut dans le territoire et dans le projet. « *Lorsque le paysage est intriqué dans des situations où il est thématiqué comme enjeu, les personnes font montre d'une remarquable sensibilité à la fragilité ontologique du paysage et, par rappel à l'autorité de la convention, à un 'sensus communis', s'engagent dans une activité visant à lui assurer une pérennité* » (D. Trom, 2001). C'est donc la construction collective, contextualisée et mise en débat dans une visée de développement qui nous intéresse ici.

23 Dans cette perspective, la notion de développement territorial durable nous paraît offrir un cadre pertinent, au-delà des nuances entre développement local/territorial/durable qui peuvent

apparaître d'un terrain à l'autre. L'inscription dans l'échelle territoriale met en exergue la question clé du périmètre à la fois spatial et social délimité par le projet de développement : qui a droit de regard sur le paysage ? Qui a droit de parole sur le territoire ? L'exigence de durabilité oblige à se projeter dans le devenir du territoire, à réfléchir en termes de transmission et de responsabilité collective. Les injonctions du développement durable tout autant que les pratiques du développement territorial ont en commun l'exigence de prise en compte des « populations locales », l'appel à la gouvernance, l'accent sur les démarches de consultation, concertation, participation. Dès lors que l'enjeu est posé en termes de paysage, c'est l'ensemble du territoire, dans ses dimensions tant économiques que culturelles, dans ses ressources tant matérielles que symboliques, qui est discuté : qu'avons-nous en commun ?

<sup>24</sup> La thématique paysagère ouvre ainsi à une activité réflexive et projective sur le territoire à la fois fructueuse et potentiellement dérangeante, car c'est la légitimité même du développement, le sens du territoire qui est mis en débat. Il ne s'agit pas pour autant de fétichiser le paysage, de l'ériger en garant d'une éthique du développement : le paysage peut aussi bien servir l'exclusion, le repli, la ségrégation que l'ouverture et la transparence. La préoccupation qui réunit les auteurs de ce dossier est d'éclairer les processus en cours par lesquels le paysage est construit comme objet politique. À travers ces processus le sens de l'action publique se redéfinit : elle n'est pas systématiquement de créer des biens publics (*i.e.* de garantir leur indivisibilité, leur libre accès et libre bénéfice), elle doit composer avec la diversité des situations par lesquelles le statut du paysage se négociera, en quelque sorte au cas par cas. Au final, l'action publique participe de cette pluralité qui contribue à qualifier le paysage sans doute comme un bien "hybride" cristallisant dans un équilibre provisoire un ensemble d'usages, intérêts, valeurs, représentations. Lorsque cet équilibre n'est pas spontané ou est difficile à atteindre, notamment parce que les conflits sont trop importants ou parce que les enjeux sont peu consensuels ou que la construction paysagère est trop lourde à assumer (et nécessite des investissements publics), alors le paysage prend les caractéristiques d'un bien tutélaire. Il reste à s'interroger sur la capacité des acteurs publics à assumer cette mise en tutelle du paysage, un phénomène encore récent mais susceptible de prendre de l'ampleur ...

<sup>25</sup> Notre proposition cherche, on le voit, à explorer cette dimension réflexive et collective d'une entrée par le paysage dans le développement. Le développement ne se ferait pas contre, malgré, grâce au paysage, mais le paysage offrirait un cadre pour penser l'action territoriale et donner un sens aux initiatives de développement territorial durable.

## Le paysage politique : paradigme émergent ?

<sup>26</sup> Les articles de ce dossier s'inscrivent dans un ensemble de travaux que nous associons à un paradigme émergent en paysage, tel que proposé par Fortin (2007), le paradigme dit politique. Ainsi, alors que les travaux liés aux deux autres paradigmes, dits territorial et culturel, insistent davantage sur les relations entre les groupes sociaux et les territoires – à travers l'observation des pratiques, des représentations, des interventions et modes d'occupation des territoires notamment – ce sont ici les relations que les groupes construisent entre eux, à propos du territoire, qui sont au centre du cadre d'analyse. Quels sont les groupes d'acteurs qui négocient, voire se disputent le territoire, tant dans ses dimensions concrètes que symboliques ? Lesquels sont laissés en marge de telles discussions et au nom de quoi ? Lesquels parviennent à faire valoir leur représentation du paysage et leur vision de son avenir, que ce soit dans les processus de gouvernance formels ou en parallèle de ceux-ci, et qui, incidemment, parviennent à orienter les choix de développement et d'aménagement des territoires ? Ces types de questionnement



cherchent à comprendre les systèmes de valeurs et les rationalités qui nourrissent l'action d'individus ou de groupes et aussi, de manière dialectique, quelles incidences concrètes les jeux d'acteurs peuvent avoir sur la matérialité des territoires et, en retour, sur les conditions de vie et le bien-être de groupes sociaux.

27 Ces travaux visent ainsi à éclairer les dynamiques d'acteurs autour du paysage, vu comme un objet de médiation sociale et un enjeu d'appropriation matérielle et symbolique ; certains auteurs adoptent une perspective critique et prêtent une attention aux individus et groupes plus vulnérables. Les questions relatives aux capacités des acteurs et à leurs pouvoirs souvent asymétriques, aux tensions, voire aux conflits qui peuvent résulter de leur rencontre, trouvent toute leur place dans ces cadres d'analyse, cela, entre autres, parce que les auteurs adoptent un postulat, explicitement ou non : que les rapports sociaux fondent les paysages, dans leur matérialité et dans leur symbolique, et qu'ils peuvent être à la source de disparités sociales et d'iniquités environnementales. Ce faisant, ces travaux s'intéressent, par l'entrée du paysage, à un problème fondateur de la science régionale.

28 Une telle perspective politique du paysage n'est pas nouvelle. Mentionnons entre autres les travaux pionniers de Denis Cosgrove (1983, 2003) qui définit le paysage comme une manière de voir la concrétude des territoires, tel un regard culturel appris, normalisant et banalisant les processus à l'œuvre, qui joue un rôle de régulation sociale et qui constitue un enjeu de la lutte des classes. Cette perspective trouve aussi un écho dans les travaux d'Yves Luginbühl (1989, 1993) qui soulignent comment les études en paysage ont traditionnellement porté sur la culture des élites (bourgeoisie, artistes) en occultant, du coup, ce qui serait considéré comme une culture plus populaire. Les paysages industriels constituent un autre objet d'étude pertinent pour comprendre comment un système social se reproduit, perpétuant aussi du coup des situations d'iniquité : qu'il soit envisagé à l'intérieur même des activités de production, comme l'observe Mitchell (2003) dans de grandes exploitations agricoles des États-Unis, ou encore dans les interfaces entre ces activités et les sociétés locales, par exemple lorsque des groupes locaux tentent de négocier avec de grandes entreprises ayant des activités à risque (Duchesne, 1999 ; Fortin, 2007). Les paysages sont des lieux de pouvoir des sociétés contemporaines et le reflet de systèmes de valeurs qui fondent des « *paysages éthiques* » (*moral landscape*), estiment ainsi les géographes australiens Howitt et Suchet-Pearson (2003, p. 565). Citons, enfin, des travaux qui mettent davantage l'accent sur la dimension politique du paysage que sur l'analyse des rapports sociaux, par exemple à propos des identités nationales et de l'utilisation voire de l'instrumentalisation des figures paysagères dans la construction des discours sur la nation (Walter, 2004 ; Sgard, 2008), ou pour interroger l'« *empaysagement* » des sociétés contemporaines et le sens du paysage dans l'action politique (Debarbieux, 2007).

29 Bref, ces travaux récents ou plus anciens explorent, de diverses façons, la dimension politique du paysage. Ce qui est plus nouveau, c'est que des auteurs s'identifient de façon explicite à cette perspective politique. Pensons notamment à un récent numéro de la revue *Landscape Research* (Olwig et Mitchell, 2007) qui rassemble certains des auteurs européens et américains cités précédemment, ou à ouvrage collectif récent, publié au Québec (Bédard, 2009).

30 Les textes du présent numéro, autour du thème de la participation qui apparaît comme un fil conducteur, constituent une autre contribution en ce sens. La plupart des textes de ce dossier abordent cette question de la participation des populations locales dans des projets de territoire, tout en s'interrogeant aussi sur les obstacles, les dérives, les carences de ces démarches participatives. Les auteurs se retrouvent autour de cette même question : quel est le pouvoir du paysage ? Pour aller au-delà de la vitrine consensuelle du « beau paysage » et débusquer les failles.



<sup>31</sup> Deux approches principales sont privilégiées dans ce dossier. Un premier ensemble de textes s'interroge sur les modalités de mise en débat du paysage dans les projets de territoire et sur le partage des acteurs : qui parle, de quoi et au nom de qui ? Qui a accès à la scène et à la parole ? A propos des parcs d'éoliennes en Gaspésie, par exemple, qui est exclu et pourquoi (Fortin, Devanne et Le Floch) ? Dans ces débats, le paysage est mobilisé à divers titres : comme un bien commun (Sgard), comme une ressource atypique (Peyrache-Gadeau et Perron) ou comme une voie privilégiée pour revendiquer une territorialisation des politiques publiques et de grands projets énergétiques (Fortin, Devanne et Le Floch). Se pose dès lors la question des outils de ce débat : est-ce possible de parler du paysage et comment ouvrir à tous ce droit de parole ? Le paysage offre cette particularité d'inviter l'image comme média, support et produit de la négociation. C'est ce qu'explore le second ensemble de textes qui se penchent sur des outils appliqués à des expériences de terrain autour, pour les uns, de la photographie (Janin ; Dériz, Béringuier et Laques), assortie, pour les autres, de représentations cartographiques à trois dimensions (Paradis et Lelli). Ces pratiques nouvelles, vues comme offrant un potentiel pour nourrir le processus décisionnel, peuvent aussi être situées par rapport à des grands courants de modélisation, tels que présentés par Guay et Wauub qui exposent en particulier trois outils comportant leurs potentiels et leurs limites pour la planification territoriale.

<sup>32</sup> Au-delà de cette organisation formelle, il est frappant de constater combien tous les auteurs se retrouvent face à une même perplexité. Le concept de paysage offre un potentiel indéniable, tant du point de vue du développement territorial durable (c'est un « *facilitateur de développement durable* » dit C. Janin), que de son adéquation aux démarches participatives. Certaines expressions reviennent obstinément dans les textes : paysage mobilisateur, paysage fédérateur, paysage révélateur, paysage médiateur, paysage catalyseur... Et les outils existent, qu'il s'agisse d'outils réglementaires ou légaux, ou de méthodes d'animation et de médiation. Mais la participation n'a de sens que si elle débouche sur l'action, sur un projet effectif et négocié. Aussi, tous les auteurs s'interrogent sur l'efficacité du débat au-delà de l'effet mobilisateur, sur la fiabilité des montages de projet, sur les détournements possibles des procédures. Ces situations montrent que les démarches axées sur le paysage peuvent engendrer des effets inattendus et du coup la participation devient dérangeante : elle remet en question la légitimité du projet en obligeant à discuter la règle et la norme.

<sup>33</sup> Sans doute moins explicite mais présente dans cet ensemble de réflexions, de retours d'expériences très diverses, est la question du statut du chercheur. Nous sommes ici une douzaine de chercheurs à observer, analyser pour les uns, initier, animer des démarches participatives pour les autres, dans tous les cas à en rendre compte sous une forme académique. On remarquera en filigrane combien les écrits rendent compte aussi de l'évolution des postures de recherche : pas de lecture classique du paysage visible et esthétique ici, pas de parole d'expert, mais une approche très pragmatique de la connaissance en train de se faire, du territoire en négociation, par un chercheur attentif, finalement, pas tant au paysage tel que donné à voir, mais davantage aux acteurs qui lui donnent sens et qui le façonnent.

## BIBLIOGRAPHIE

- Bédard, M. (dir.), 2009, *Le paysage comme projet politique*, Québec : PUQ.
- Berque A., 1995, *Les raisons du paysage de la Chine antique aux environnements de synthèse*, Hazan, Paris.
- Berque A., 2000 (1<sup>er</sup> éd. 1990), *Médiance, de milieu en paysage*, Belin, coll. Reclus Géographiques, Paris.
- Boltanski L., Thévenot L., 1991, rééd. 2001, *De la justification. Les économies de la grandeur*, Gallimard, col. Essais, 490 p.
- Debarbieux B., 2007, « Actualité politique du paysage », *Revue de Géographie alpine*, n°4.
- Cahiers de Géographie du Québec*, déc. 2002, n° spécial, vol. 46, n°129.
- Cosgrove D., 1998, *Social Formation and Symbolic Landscape*, University of Wisconsin Press.
- Donadieu P., 2002, *La société paysagiste*, Actes Sud – ENSP, 155 p.
- Duchene, F., 1999, *Territoires de la chimie. Rhône-Poulenc et la construction de l'agglomération roussillonnaise*. Thèse de doctorat en géographie. Université Jean Monnet de Saint-Étienne. Lyon. 686 p.
- Fortin M.-J., 2007, *Paysage industriel: lieu de médiation sociale et enjeu de développement durable et de justice environnementale. Les cas des complexes d'Alcan (Alma, Québec) et de Péchiney (Dunkerque, France)*. Thèse de doctorat, Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Lille: Atelier National de Reproduction des Thèses, 491 p.
- Howitt, R. et S. Suchet-Pearson, 2003, «Ontological Pluralism in Contested Cultural Landscapes» dans *Handbook of cultural geography* (K. Anderson, M. Domosh, S. Pile et N. Thrift, éditeurs), Londres, Thousand Oaks : Sage. p. 557-569.
- Jones, M. (2007) «The European landscape convention and the question of public participation», *Landscape Research*, 32 (5): 613-633
- Luginbühl Y., 2001, *La demande sociale de paysage*, Séance inaugurale du Conseil national du Paysage.
- Mitchell D., 1994, *Landscape and Power*, University of Chicago Press.
- Olwig K. et D. Mitchell, 2007, « Justice, power and the political landscape: From American space to the European Landscape Convention» *Landscape Research*, vol. 32: 5, 525-531. 0 (DOI: 10.1080/01426390701552688).
- Sgard A., 2008, « Entre l'eau, l'arbre et le ciel. Figures paysagères suédoises et construction de l'identité nationale », *Géographie et cultures*, n°66, p. 121-138.
- Trom D., 2001, *A l'épreuve du paysage. Constructivisme savant et sens commun constructiviste*, Revue du Mauss, n° 17, 2001/1, p. 247-260.
- Walter F., 2004, *Les figures paysagères de la nation. Territoire et paysage en Europe (16<sup>e</sup>-20<sup>e</sup> siècle)*, Ed. EHESS, Paris

## NOTES

1. Cette session, organisée par Marie-José Fortin, prenait place dans le cadre du XLV<sup>e</sup> colloque de l'Association de Sciences régionales de Langue française, tenu à l'Université du Québec à Rimouski les 26 à 29 août 2008, sur le thème «Territoire et action publique territoriale : nouvelles ressources pour le développement régional » ; site : <http://arsdlf2008.uqar.qc.ca>

---

## AUTEURS

### ANNE SGARD

Anne Sgard est professeure associée au Département de Géographie de l'Université de Genève après avoir été membre du laboratoire Pacte-Territoires de l'Université de Grenoble. Ses travaux portent sur le paysage, les territorialités, les identités. Elle est membre du comité de rédaction de la *Revue de Géographie alpine*, dont elle a été directrice des publications entre 2002 et 2010.

Dernières publications sur le paysage et le territoire : Sgard A., 2008, « Entre rétrospective et prospective, comment reconstruire le récit du territoire ? » *Espace temps.net*, mise en ligne le 26 septembre 2008. <http://espace temps.net/document6123.html>. Sgard A., 2008, « Entre l'eau, l'arbre et le ciel. Figures paysagères suédoises et construction de l'identité nationale », *Géographie et cultures*, n° 66, p. 121-138. Sgard A., 2010, « Une éthique du paysage est-elle souhaitable ? », *Vertigo-la revue électronique en science de l'environnement*, vol. 10, n°1, avril 2010, <http://vertigo.rebues.org/9472.Annexes/Sgard@unige.ch>

### MARIE-JOSÉ FORTIN

Marie-José Fortin détient une formation en développement régional (UQAC) et en géographie (U. Paris 1-Panthéon Sorbonne). Elle est professeure et titulaire de la Chaire de recherche du Canada en développement régional et territorial à l'UQAR ([www.uqar.ca/chaire/drt](http://www.uqar.ca/chaire/drt)). Par le biais du paysage, ses travaux portent sur les relations contemporaines établies par des sociétés locales à l'endroit d'activités de production (alumineries, parcs énergétique et entreprises agroalimentaires) et de territoires. Dernières publications : Fortin, Marie-José (à paraître) «L'évaluation environnementale de grands projets industriels : potentialités et limites pour la gouvernance territoriale», *Vertigo*. (accepté). Fortin, Marie-José (2008) «Paysage et développement : du territoire de production au territoire habité» dans *Sciences du territoire* (sous la dir. de G. Massicotte). Québec : PUQ. p. 55-76. Fortin, Marie-José (2007) «Le paysage, cadre d'évaluation pour une société réflexive» dans *De la connaissance des paysages à l'action paysagère* (sous la direction de D. Terrasson, M. Berlan et Y. Luginbühl). Versailles: Éditions Quae. p. 223-231. Fortin, M-J et C Gagnon (2006) «Interpreting Major Industrial Landscapes : Social Follow-up on Meanings, the Case of Two Aluminium Smelters, Alcan (Alma, Qc.) and Pechiney (Dunkerque, France)». *Environmental Impact Assessment Review* (Elsevier). Vol 26(8) : 725-745. Image1([doi:10.1016/j.eiar.2006.06.002](https://doi.org/10.1016/j.eiar.2006.06.002)) Coordonnées : Université du Québec à Rimouski, département Sociétés, Territoires et Développement, 300, Allée des Ursulines, Rimouski (Québec), G5L 3A1, 418.723.1986 p. 1396, [marie-jose\\_fortin@uqar.ca](mailto:marie-jose_fortin@uqar.ca).

**VÉRONIQUE PEYRACHE-GADEAU**

Véronique Peyrache-Gadeau est économiste, Maître de Conférences à l'Université de Savoie où elle effectue ses recherches au sein du Laboratoire EDYTEM (Environnement et DYnamiques des Territoires de Montagne - CNRS UMR5204) ; elle est spécialisée dans les problématiques de recherche en analyse territoriale et interroge l'ensemble des dynamiques qui concourent à spécifier les logiques de développement et notamment l'évolution des ressources. Coordonnées : EDYTEM Université de Savoie, Campus scientifique 73376 Le Bourget du Lac Cedex, France. [veronique.peyrache-gadeau@univ-savoie.fr](mailto:veronique.peyrache-gadeau@univ-savoie.fr)